

[Texte]

do not, but we cannot decide a little bit of each. I do not think that is appropriate. Regardless of what side of the issue one sits on, let us decide whether we invite them or not. But to have the clerk phone him and ask him whether he thinks that what he would contribute would be useful to some of the questions that some of the members might ask him is just a trifle much.

The Chairman: Okay, I accept that. Mr. Fraleigh.

Mr. Fraleigh: You made reference to the time we saw the chairman of Canagrex and Mr. Flaten. It was in regard to their annual report. We had a legislative committee established on the dissolution of Canagrex and we heard the chairman—correct me, Mr. Clerk, if I am wrong—and Mr. Flaten and the other officials in regard to the dissolution of Canagrex. That was in the last session before we prorogued, if I am not mistaken.

Mr. Althouse: No, we did not.

Mr. Fraleigh: Am I wrong? Okay. I stand corrected.

Mr. Althouse: Canagrex never got out of the House in the last session, and that is why I raise the point that it is a question of due process. We have a new piece of legislation that has not been before a legislative committee before, and the question is whether we would be following what I think is generally perceived as fair and due process if we get this piece of legislation through without even calling people who would conceivably be the major witnesses in this particular piece of legislation. I think we cannot avoid calling them, simply to follow what is generally considered to be parliamentary and due process.

It never got out of the House.

Mr. Fraleigh: Okay. I stand corrected.

The Chairman: As you mentioned, we never had a legislative committee on the dissolution of that company. The only question is, those who agree to invite the officials, put up your hands. Now, those who do not agree.

Motion agreed to

Mr. Clark (Brandon—Souris): You said the chairman of the board, I believe. Is that right?

The Chairman: Yes. The chairman of the board, the associate director of operations and the chief executive officer. Messrs. Story, Flaten and Guendia.

Mr. Althouse: Who is the third one, please?

The Chairman: We will circulate a full list of the witnesses.

Mr. Clark (Brandon—Souris): Mr. Fraleigh is right, it seems to me, in terms of the spirit of what he was saying. When we met with these witnesses before, certainly the

[Traduction]

choses à moitié. Ce n'est pas raisonnable. Il faut décider d'inviter les gens ou non sans tenir aucun compte de leur position. Vous allez un peu loin si vous demandez au greffier de communiquer avec le président pour lui demander s'il estime être en mesure de fournir des réponses aux questions que les députés pourraient lui poser.

Le président: Très bien, je vois. Monsieur Fraleigh.

M. Fraleigh: Vous avez fait allusion à notre rencontre avec le président de Canagrex et M. Flaten. Leurs témoignages portaient leur rapport annuel. Nous nous retrouvons maintenant réuni en Comité législatif chargé d'étudier la dissolution de Canagrex et, corrigez-moi si je me trompe, monsieur le greffier, il semble que le président, M. Flaten et d'autres fonctionnaires soient déjà venus témoigner sur cette question. Nous les aurions rencontrés pendant la session précédente, si je ne m'abuse.

M. Althouse: Non, ce n'est pas le cas.

M. Fraleigh: Alors je me suis trompé? D'accord, je reconnais mon erreur.

M. Althouse: La question de Canagrex n'a pas été renvoyée au Comité lors de la session précédente. C'est pourquoi j'ai tenu à soulever cette question de procédure, qui concerne aussi la justice. Nous sommes saisis d'un nouveau projet de loi dont aucun Comité législatif n'a encore été chargé. Il existe une marche à suivre bien précise pour l'examen des projets de loi. Pouvons-nous vraiment nous permettre de bafouer le système et de ne pas rencontrer les principaux témoins dans cette affaire? J'en doute.

Ce projet de loi n'est jamais sorti de la Chambre.

M. Fraleigh: Très bien, je reconnais mon erreur.

Le président: Vous l'avez bien dit, c'est la première fois qu'un Comité législatif est chargé de se pencher sur la dissolution de cette société. Il ne reste qu'une seule chose à faire: ceux qui sont d'accord pour que l'on invite les fonctionnaires de Canagrex, levez la main s'il vous plaît. Maintenant, ceux qui sont contre.

La motion est adoptée

M. Clark (Brandon—Souris): Vous avez bien dit le président du Conseil d'administration, n'est-ce pas?

Le président: C'est juste. Nous avons parlé du président du Conseil d'administration, du directeur associé des opérations et du président exécutif. Il s'agit donc de MM. Story, Flaten et Guendia.

M. Althouse: Pouvez-vous me dire qui est la troisième personne, je vous prie?

Le président: Nous allons vous faire distribuer une liste complète des témoins.

M. Clark (Brandon—Souris): Je suis d'accord avec M. Fraleigh dans les grandes lignes. Même si nous étions tous au courant de l'éventuelle dissolution de Canagrex et qu'il